

Bureau
du
Président-Fondateur
du Mouvement
Populaire
de la Révolution,
Président
de la République



**JOURNAL
OFFICIEL DE LA
REPUBLIQUE
DU ZAIRE**

PREMIERE PARTIE

**Bulletin des lois,
ordonnances-lois,
ordonnances, actes
du
Bureau Politique,
du
Conseil Exécutif
et du
Conseil Judiciaire,
annonces et avis**

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Loi n° 78-023 du 29 décembre 1978 portant prorogation du délai-limite imparti aux personnes concernées par la loi d'amnistie 78-012 du 28 juin 1978.

EXPOSE DES MOTIFS

Le 28 juin 1978 fut promulguée la loi n° 78-012 portant amnistie en faveur de toute personne de nationalité zaïroise réfugiée à l'étranger à la suite d'une infraction aux lois de la République du Zaïre.

Aux termes de l'article 1er de la loi sus-visée, le bénéfice de l'amnistie est subordonné à la présence physique sur le territoire zaïrois des personnes concernées avant le 31 décembre 1978.

Il se trouve que les organismes internationaux chargés d'apporter leurs concours pour l'application de cette loi, en l'occurrence, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, éprouvent des difficultés certaines pour la matérialisation de l'opération retour, puisque celle-ci concerne plusieurs milliers de réfugiés, éparpillés dans plusieurs pays, notamment l'Angola, la Zambie, la Tanzanie, le Burundi, l'Ouganda, le Soudan.

La prorogation du délai-limite qui est préconisée dans la présente loi tient compte d'un élément important qui conditionne le bon déroulement de l'opération, à savoir la nécessité pour les organismes internationaux, invités à aider le Conseil Exécutif dans ce domaine précis, à mettre d'abord en place une certaine organisation matérielle qui touche tant aux moyens de transports qu'à l'infrastructure d'accueil.

LOI

Le Conseil Législatif a adopté,

Le Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er :

Le délai imparti aux personnes concernées par la loi d'amnistie n° 78-012 du 28 juin 1978, est prorogé jusqu'au 30 juin 1979.

Article 2 :

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 29 décembre 1978

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU
WA ZA BANGA
Général de Corps d'Armée.

Ordonnance n° 78-465 du 26 décembre 1978 portant fixation du coefficient de la pension des militaires des Forces Armées Zaïroises.

Le Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République :

Vu la Constitution, notamment son article 42.

Vu le Décret-Loi du 3 avril 1930 ;

Vu le Décret-Loi du 9 juin 1965 portant Statut des Officiers et Sous-Officiers des Forces Armées Zaïroises, spécialement son chapitre XVI, articles 120 et 121 ;

Sur proposition du Commissaire d'Etat aux Anciens Combattants ;

ORDONNE :

Article 1er.

Le coefficient de calcul de la pension des retraités militaires passe de 1/50 à 1/45 du montant annuel du dernier traitement d'activité, par année de carrière.

Article 2.

La rente de survie pour veuve et orphelins profite de la révalorisation du taux de la pension.

Article 3.

Les Commissaires d'Etat aux Finances et aux Anciens Combattants sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 26 décembre 1978

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU
WA ZA BANGA
Général de Corps d'Armée.

Ordonnance n° 78-466 du 26 décembre 1978 portant nomination d'un Directeur Général d'Institut à l'Université Nationale du Zaïre.

Le Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République.

Vu la Constitution, notamment son article 42 ;

Vu, telle que modifiée à ce jour, l'Ordonnance-Loi n° 71-075 du 6 août 1971 portant création de l'Université Nationale du Zaïre, spécialement son article 38 ;